

Peser encore plus fort !!!

La situation économique et sociale ne fait qu'empirer de jour en jour, et les mesures prises par le gouvernement ne sont pas à la hauteur de cette crise sans précédent.

Pire, le sentiment d'injustice se développe dans toutes les couches de notre société.

Des secteurs entiers de notre économie bénéficient des aides de l'Etat sous des formes diverses et ce, pourquoi pas, mais en même temps, rien de concret n'est mis en place afin de préserver l'emploi, les salaires et les pensions de retraite.

Pendant que beaucoup perdent leur emploi et essayent de survivre sans perspective d'avenir, certains chefs de grandes entreprises s'octroient des augmentations de salaire confortables, des bonus, stocks options et autres retraites chapeaux et parachutes dorés. D'autres, plus malins, se font supprimer leur rémunération aléatoire pour l'intégrer dans leur salaire fixe.

Ce sont d'ailleurs les mêmes qui limitent les augmentations de salaire pour leurs salariés quand elles existent ou insistent pour continuer à développer des systèmes de rémunérations alambiqués et évidemment aléatoires.

Pourquoi donc s'étonner que lorsqu'une prime sur objectif de 600 euros est supprimée à Téléperformance Le Mans, les salariés payés au SMIC se mettent en grève durant 9 jours. En effet, il a fallu 9 jours pour que la direction locale daigne trouver une solution à ce conflit. Mais, n'avait-elle pas déjà attendu 6 jours avant de se déplacer ?

Crise, précarité, injustice et, en plus, le mépris !

Pour beaucoup de salariés, cela suffit ! Leur exigence porte sur la prise en compte de leur existence, de leurs difficultés ; de ne pas seulement satisfaire l'économique mais de prendre aussi des mesures sociales.

Le gouvernement et le patronat doivent s'y activer !!!

Pour le moment, rien ne se passe et ce, malgré des mouvements sociaux nationaux très importants : les 29 janvier et 19 mars, mais aussi le 1^{er} mai 2009 qui a été une grande réussite pour un 1^{er} mai depuis longtemps.

Et encore, s'il ne se passait vraiment rien ! Mais au contraire, le gouvernement continue la même politique comme si de rien n'était :

- ↳ annonce de 34 000 nouvelles suppressions d'emplois dans la fonction publique, après 30 000 en 2009 et 20 000 en 2008,
- ↳ présentation de la loi Bachelot « *Hôpital, Patients, Santé et Territoires* » qui transforme au fond l'approche globale sur la santé dans notre pays en mettant en place des mesures gérant ce secteur sensible et indispensable comme une entreprise et dans une logique de rentabilité,
- ↳ et la représentation d'une nouvelle loi sur la question de la généralisation du travail du dimanche,

pour n'évoquer que ces quelques points.

En cette période de crise exceptionnelle où personne n'est capable de prédire la sortie du tunnel, continuer par pure idéologie une telle politique destructrice d'emplois est assimilable à du sabotage.

Pour toutes ces raisons et parce que nous sommes, nous-mêmes, des militants responsables au sens de la seule défense des intérêts des salariés, retraités et chômeurs, il nous paraît indispensable de rechercher les moyens les plus efficaces pour nous faire entendre.

L'autisme gouvernemental et patronal réclame au moins un mouvement de grève interprofessionnelle, public et privé confondus, et d'au moins 24 heures.

C'est ce que s'acharne à obtenir notre Confédération lors des rencontres interconfédérales mais sans succès pour l'instant.

Que dire des propos du Secrétaire général de la CFDT, François Chérèque, quand il indique, le lundi précédent la journée du 1^{er} mai, qu'il n'appellera pas à une grève ? Que dire de la déclaration de celui de la CGT, Bernard Thibaut, le lendemain mardi à Europe 1, titillé par Elkabach, et qui évoque le fait « *qu'il n'y a jamais eu d'appel des Confédérations syndicales à une grève interprofessionnelle dans notre pays* » ? N'est-ce pas une façon détournée de la rejeter ?

Que ce sont des propos responsables comme l'évoquent la Presse, le Premier Ministre et le Président de la République ?

Recherchent-ils l'efficacité syndicale au service des salariés ou plutôt à ne pas gêner le pouvoir en place tout en fronçant un peu les sourcils ?

En même temps, nous savons que l'action syndicale massive passe par des appels de toutes les grandes Confédérations.

Nous savons aussi que notre organisation syndicale gêne par son indépendance et sa volonté de tenter d'être efficace.

Alors, continuons notre combat pour la mobilisation la plus large et la plus efficace. Débattons dans les entreprises avec les salariés, mais aussi avec les représentants des autres organisations syndicales. Ne laissons pas le terrain syndical aux manipulateurs politiques de tous bords.

Être au plus près des salariés et faire monter la mobilisation d'un cran pour faire entendre et aboutir nos justes revendications passe aussi par notre présence massive et visible lors des actions locales et nationales qui auront lieu les 26 mai et 13 juin.

C'est pourquoi la Fédération des Employés et Cadres FO appelle l'ensemble des salariés de ses différents secteurs (Sécurité Sociale, Banques et Sociétés Financières, Assurances, Commerce, Organismes Agricoles, Mutualité, Pôle Emploi, Organismes de retraite et de prévoyance, Presse, Édition, Publicité, etc.) à se mettre en grève les 26 mai et 13 juin afin de participer massivement aux différentes manifestations qui auront lieu sur tout le territoire en se rapprochant des Unions Départementales F.O.

Serge LEGAGNOA
Secrétaire général

Communiqué des organisations syndicales

CFDT, CFE-CGC, CFTC, CGT, FO, FSU, SOLIDAIRES, UNSA

Le 1^{er} mai 2009 a été une journée historique tant en raison de l'unité des huit organisations syndicales, qu'en raison de l'ampleur de la mobilisation au travers de plus de 280 rassemblements dans toute la France.

Troisième mobilisation à l'appel des huit organisations syndicales en quatre mois, ce 1^{er} mai témoigne d'un enracinement de la mobilisation et de la détermination des salariés, demandeurs d'emploi et retraités à exprimer leurs revendications et à obtenir des réponses. Le gouvernement et le patronat auraient tort de les traiter par le déni et le mépris, alors que la crise, le chômage, les licenciements, les suppressions d'emploi et les politiques de fragilisation des services publics les percutent de plein fouet.

C'est pourquoi les organisations syndicales appellent solennellement le gouvernement et le patronat à prendre en compte l'ampleur de ces rassemblements qui expriment inquiétude, désarroi et profond sentiment d'injustice. Sur la base de leur déclaration commune du 5 janvier, elles préciseront, dans les prochains jours, des propositions sur lesquelles elles attendent des réponses rapides du gouvernement et du patronat.

Les huit organisations syndicales appellent les salariés à faire du 26 mai 2009 une journée de mobilisations décentralisées dans des modalités diverses en fonction des réalités locales et visant à la participation du plus grand nombre.

Elles soutiennent les manifestations syndicales européennes de la mi-mai.

Les huit organisations syndicales appellent aussi à une grande journée de manifestations dans toute la France le 13 juin 2009.

Paris, le 4 mai 2009

LES DEUX TEMPS DE LA CRISE

En France comme ailleurs, les travailleurs ne supportent pas de payer une addition qu'ils n'ont pas commandée. Ils sont les victimes d'une crise dont ils ne sont pas responsables.

Ils l'ont exprimé depuis le début de l'année dans plusieurs mobilisations nationales. Ils l'expriment aussi quotidiennement dans les entreprises et services publics, parfois durement, quand ils font le constat d'être face à un mur.

Comme l'explique FORCE OUVRIERE depuis quelques semaines, l'absence de réponses fortes, tangibles et crédibles de la part du gouvernement et du patronat nécessitera d'autres modalités d'action que la seule manifestation. La question, en particulier, d'une journée de grève franche, interprofessionnelle, est obligatoirement posée. C'est une question d'efficacité et de pragmatisme. Le rôle de syndicat n'est pas de cogérer la crise mais de défendre les intérêts des salariés.

Nous ne sommes pas dans un conflit mono revendicatif comme ceux contre le CPE ou la contre-réforme des retraites. La crise est internationale, c'est une crise de système dont nul encore, aujourd'hui, ne peut ni dérouler le scénario ni prévoir le calendrier.

Face à une telle situation, il s'agit, à la fois, d'agir dans l'urgence pour amortir et contrer les effets de la crise et de se préparer à en mettre tout en œuvre pour que les règles (ou l'absence de règles) du passé n'aient plus cours.

AGIR DANS L'URGENCE

L'imprévisibilité et la gravité de la crise nécessitent d'activer différents leviers.

Or, pour le moment, le gouvernement n'a essentiellement activé que le volet « offre » avec le plan dit de relance en injectant d'une manière ou d'une autre des fonds publics à destination des banques et des entreprises et en accélérant des investissements d'infrastructure.

Quelques annonces sociales ont été faites lors du sommet du 18 février, l'allocation équivalent retraite (AER) va être rétablie, mais cela reste limité et saupoudré.

Un réel soutien à la consommation est indispensable socialement et économiquement. Les outils existent (SMIC, négociations salariales dans le public et le privé, prime transport). On ne peut pas dire qu'il faut rétablir la confiance en oubliant les travailleurs actifs, chômeurs et retraités.

Il faut également prévoir, pendant la crise, un allongement des durées d'indemnisation au chômage, une amélioration du niveau d'indemnisation ainsi qu'un système de préretraite.

Il faut aussi -ce qui n'est toujours pas le cas- prendre une disposition législative obligeant toute entreprise recevant une aide publique à s'engager sur des contreparties sociales en matière d'emploi et/ou de salaire.

Il faut enfin, au minimum, lever le pied sur les « réformes » initiées avant la crise et qui fragilisent ou rendent impossible le fonctionnement des services publics. Il s'agit notamment de la RGPP, de la loi HPST ou des disfonctionnements de Pôle Emploi.

Rappelons que 30 000 emplois en moins dans la fonction publique, ce sont 30 000 jeunes de plus au chômage.

ETABLIR DE NOUVELLES REGLES

Il n'y aurait rien de pire que de continuer à raisonner et agir avec les règles du passé, celles qui ont mené l'économie dans le mur. Si tel était le cas, les tensions et la colère sociales actuelles ne feraient que s'accroître en sortie de crise.

Par exemple, celles et ceux qui hier fustigeaient le poids des dépenses publiques et sociales comme rigidité et frein à la compétitivité, se félicitent aujourd'hui de leur rôle d'amortisseur social. Il ne faudrait pas que, demain, ils expliquent que ces dépenses freinent la reprise et qu'ils engagent illico un programme drastique de réduction conduisant par exemple, à réduire la couverture assurance maladie, à repousser l'âge de la retraite, à supprimer des services publics. C'est-à-dire à accroître les inégalités en privatisant les services publics et sociaux.

Or ce risque existe fortement tant ces questions de fond sont éludées dans l'espoir, pour les thuriféraires du marché roi, que tout change pour que rien ne change.

C'est pourquoi, outre les questions d'urgence évoquées plus haut, il faut dès

aujourd'hui débattre de la répartition des richesses, d'une grande réforme fiscale guidée par la justice sociale, des modalités de rémunération des patrons du CAC 40, du rôle et des missions du service public républicain, du rôle de l'Etat dans l'économie, de sa stratégie en matière industrielle, de la transférabilité ou portabilité des droits des salariés, notamment.

Cette crise marque l'obligation d'un retour du rôle des pouvoirs publics dans l'économie. Il faut maintenant l'organiser et le pérenniser. Une rupture est nécessaire. C'est dès maintenant qu'il faut la préparer aux niveaux national, européen et international. Sont ainsi posées également la nécessité de réorienter profondément les modalités de la construction européenne tout comme il est indispensable de définir de nouvelles règles économiques, sociales et monétaires au plan international.

En restant dans son rôle syndical, FORCE OUVRIERE revendique cette rupture. Face au très fort constat d'injustice sociale qui se développe, il faut à la fois agir à court terme et préparer le moyen et long terme.

Jean-Claude MAILLY
Secrétaire Général de FO

Article publié dans le journal Le Monde du 12 mai 2009.